

~~Par arrêté de la directrice générale Haut fonctionnaire et du directeur général adjoint de Bruxelles Prévention & Sécurité du 16 novembre 2022, Madame GEETS Aurélie est admise au stage à partir du 1 novembre 2022 en qualité d'assistante (B101) au cadre linguistique français de Bruxelles Prévention & Sécurité.~~

~~Par arrêté de la directrice générale Haut fonctionnaire et du directeur général adjoint de Bruxelles Prévention & Sécurité du 16 novembre 2022, Monsieur AKDIM Rachid est nommé à titre définitif à partir du 4 octobre 2022 en qualité d'assistant (B101) au cadre linguistique français de Bruxelles Prévention & Sécurité.~~

~~Par arrêté de la directrice générale Haut fonctionnaire et du directeur général adjoint de Bruxelles Prévention & Sécurité du 5 décembre 2022, Monsieur ZOUAOUI Yassine est admis au stage à partir du 1 décembre 2022 en qualité d'assistant (B101) au cadre linguistique français de Bruxelles Prévention & Sécurité.~~

~~Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administrative du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la Poste.~~

~~Ce délai est augmenté de trente jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique et de nonante jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.~~

~~Bij besluit van de directrice generaal hoge ambtenaar en van de adjunct directeur generaal van Brussel Preventie & Veiligheid van 16 november 2022 wordt Mevrouw GEETS Aurélie vanaf 1 november 2022 toegelaten tot de stage als assistent (B101) in het Franse taalkader van Brussel Preventie & Veiligheid.~~

~~Bij besluit van de directrice generaal hoge ambtenaar en van de adjunct directeur generaal van Brussel Preventie & Veiligheid van 16 november 2022 wordt de heer AKDIM Rachid vanaf 4 oktober 2022 definitief benoemd in het Franse taalkader als assistent (B101) van Brussel Preventie & Veiligheid.~~

~~Bij besluit van de directrice generaal hoge ambtenaar en van de adjunct directeur generaal van Brussel Preventie & Veiligheid van 5 december 2022 wordt de heer ZOUAOUI Yassine vanaf 1 december 2022 toegelaten tot de stage als assistent (B101) in het Franse taalkader van Brussel Preventie & Veiligheid.~~

~~Beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan bij de afdeling administratie van de Raad van State worden ingediend binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.~~

~~Deze termijn wordt met dertig dagen verlengd ten behoeve van de personen die hun woonplaats hebben in een Europees land dat niet aan België grenst en met negentig dagen ten behoeve van hen die hun woonplaats buiten Europa hebben.~~

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C - 2023/30451]

#### Cour des comptes Nomination d'un conseiller (Chambre française)

Suite à la nomination de madame Florence Thys en qualité de présidente de la Chambre française, la Chambre des représentants doit, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, procéder à la nomination d'un nouveau conseiller au sein de la Chambre française de la Cour des comptes.

#### Conditions de nomination

- être Belge;
- être âgé d'au moins trente ans;
- à l'exception des membres du personnel de la Cour titulaires au 1<sup>er</sup> janvier 1990 d'un grade de niveau 1 (équivalent niveau A), les candidats doivent être porteurs d'un des titres d'enseignement supérieur pris en considération pour l'admission au niveau A dans les services publics fédéraux.

#### Incompatibilités

Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être parents ou alliés entre eux jusqu'au quatrième degré inclusivement. A l'époque de leur première nomination, ils ne peuvent être parents ou alliés au même degré d'un ministre, chef d'administration générale.

Ils ne peuvent être membres de l'une ou de l'autre Chambre législative, ni remplir aucun emploi auquel est attaché un traitement ou une indemnité sur les fonds du Trésor, ni être directement ou indirectement intéressés ou employés dans aucune entreprise ou affaire sujette à comptabilité envers l'Etat.

Les membres de la Cour des comptes ne peuvent exercer, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel, sous peine d'être réputés démissionnaires.

### WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 2023/30451]

#### Rekenhof Benoeming van een raadsheer (Franse Kamer)

Als gevolg van de benoeming van mevrouw Florence Thys tot voorzitter van de Franse kamer dient de Kamer van volksvertegenwoordigers, met toepassing van artikel 1 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, over te gaan tot de benoeming van een nieuwe raadsheer in de Franse Kamer van het Rekenhof.

#### Benoemingsvoorwaarden

- Belg zijn;
- ten minste dertig jaar oud zijn;
- met uitzondering van de personeelsleden van het Rekenhof die op 1 januari 1990 een graad van niveau 1 (equivalent niveau A) voeren, moeten de kandidaten houder zijn van één van de titels van hoger onderwijs die in aanmerking worden genomen voor toegang tot niveau A in de federale overheidsdiensten.

#### Onverenigbaarheden

Tussen de leden van het Rekenhof mag geen bloed- of aanverwantschap bestaan tot de vierde graad inbegrepen. Ten tijde van hun eerste benoeming mag geen bloed- of aanverwantschap in een van de bedoelde graden bestaan tussen hen en een minister, hoofd van algemeen bestuur.

Zij mogen geen lid zijn van een der Wetgevende kamers, geen bediening vervullen waaraan een wedde of vergoeding ten laste van de Staatskas is verbonden en rechtstreeks noch zijdelings belang hebben bij of in dienst zijn van enige onderneming of zaak die rekenplichtig is tegenover de Staat.

De leden van het Rekenhof die, hetzij persoonlijk, hetzij onder de naam van hun echtgenote of door enig ander tussenpersoon, enigerlei handel drijven, als zaakwaarnemer optreden of aan de leiding of het bestuur van een vennootschap of nijverheidsonderneming deelnemen, worden geacht ontslag te nemen.

*Description des tâches**1° Le traitement de dossiers*

Le président de la chambre à laquelle il appartient assigne à chaque conseiller un certain nombre de dossiers. Ceux-ci sont préparés par les fonctionnaires de la Cour des comptes, qui font rapport à la Cour sur les contrôles qu'ils ont effectués et présentent observations et recommandations.

En ce qui concerne le contenu des dossiers, les matières traitées sont diverses.

En premier lieu, ils peuvent avoir trait aux missions traditionnelles de la Cour des comptes à l'égard d'une autorité fédérale ou fédérée, ou d'une personne morale de droit public. Ainsi, le dossier peut se rapporter à un contrôle des comptes ou à un audit thématique. Il peut être le résultat d'un contrôle financier, d'un contrôle de légalité ou d'un contrôle du bon emploi des deniers publics, il peut même avoir pour objet une opération individuelle avec des deniers publics. Le dossier peut tout aussi bien avoir trait à des questions de parlementaires individuels, dans le cadre de leur droit de regard ou d'information, ou à des demandes d'avis de la part des autorités soumises au contrôle.

En outre, les dossiers peuvent également se rapporter aux missions spéciales de la Cour des comptes, comme par exemple la gestion des déclarations de patrimoine et des listes de mandats, le contrôle des dépenses électorales, le contrôle de la comptabilité des partis politiques, le contrôle du comptage des élèves, etc.

Enfin, les dossiers peuvent avoir trait au fonctionnement interne de la Cour des comptes.

*2° L'arrêt des comptes des comptables*

Dans chaque chambre, un conseiller est chargé d'arrêter les comptes des comptables publics. Le conseiller est désigné, selon le cas, par le premier président ou le président. Le conseiller doit déterminer si les comptes des comptables qui lui sont présentés sont quittes, en boni ou en débet.

*3° Statuer à l'encontre des comptables publics et des ordonnateurs délégués*

En cas de citation d'un comptable dans le compte duquel un débet a été constaté, la Cour des comptes doit se prononcer en tant que juridiction sur sa responsabilité dans ce débet et, si nécessaire, le condamner à son remboursement.

*4° La représentation de la Cour des comptes*

Un conseiller est parfois désigné par le collège pour présenter les contrôles de la Cour des comptes auprès d'une assemblée parlementaire. En outre le cahier fédéral annuel de la Cour des comptes est analysé au sein de la commission parlementaire compétente en présence d'un conseiller de la Cour des comptes.

Un conseiller est parfois invité à représenter la Cour des comptes lors de réunions, journées d'étude ou séminaires, tant en Belgique qu'à l'étranger, lorsque sont traitées des matières qui sont étroitement liées aux tâches de contrôle de la Cour des comptes, ou qui peuvent être pertinentes pour l'exécution de ces tâches de contrôle. Ainsi, un conseiller peut être invité à ces occasions à faire un exposé, ou à participer en tant qu'observateur.

*5° Siéger dans un collège de commissaires*

Un conseiller peut être désigné par la Cour des comptes pour faire partie d'un collège de commissaires dans une entreprise publique autonome ou une société anonyme de droit public. Ce collège de commissaires contrôle la situation financière, le compte annuel et la régularité – du point de vue de la loi et du statut organique – des opérations qui doivent être reprises dans le compte annuel de la société. Le rapport annuel de ce collège détermine entre autres si le compte annuel donne une image fidèle des avoirs, de la situation financière et des résultats de la société.

*6° Remplacement des greffiers*

Lors des séances des chambres et en vue de la préparation des affaires qui doivent être présentées aux chambres, les greffiers absents ou empêchés sont remplacés dans leur fonction par le conseiller le plus récemment nommé de leur chambre.

*Rémunération*

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, le traitement de conseiller est assimilé à celui de conseiller d'Etat.

*Candidatures*

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées, par lettre recommandée, au plus tard le 30<sup>e</sup> jour qui suit celui de la présente publication à la Présidente de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

*Taakomschrijving**1° De behandeling van dossiers*

Elke raadsheer wordt een aantal dossiers toegewezen door de voorzitter van de kamer waarvan hij deel uitmaakt. De dossiers worden voorbereid door de ambtenaren van het Rekenhof, die over de door hen verrichte controles rapporteren aan het hof en opmerkingen en aanbevelingen voorstellen.

Wat de inhoud van deze dossiers betreft, zijn de behandelde materies divers.

Ten eerste kunnen ze betrekking hebben op de traditionele opdrachten van het Rekenhof ten aanzien van een federale of regionale overheid of publiekrechtelijke rechtspersoon. Zo kan het dossier zowel over een rekeningencontrole als een thematische audit handelen. Het kan het resultaat zijn van een financiële controle, een wettigheidcontrole of een controle van de goede besteding van overheidsmiddelen, of zelfs betrekking hebben op een individuele verrichting met overheidsmiddelen. Evengoed kan het dossier betrekking hebben op vragen om inzage of informatie vanwege individuele parlementsleden of op adviesvragen vanwege de gecontroleerde overheden.

Daarnaast kunnen de dossiers eveneens betrekking hebben op bijzondere opdrachten van het Rekenhof, zoals bijvoorbeeld het beheer van de vermogensaangiften en mandatenlijsten, de controle op de verkiezingsuitgaven, de controle op de boekhouding van de politieke partijen, de controle op de leerlingentellingen, enz.

Tenslotte kunnen de dossiers betrekking hebben op de interne werking van het Rekenhof.

*2° Het afsluiten van rekeningen van rekenplichtigen*

In elke kamer staat één raadsheer in voor het afsluiten van de rekeningen van de openbare rekenplichtigen. De raadsheer wordt daartoe aangewezen door, naargelang het geval, de eerste voorzitter of de voorzitter. De raadsheer moet vaststellen of de hem voorgelegde rekeningen van rekenplichtigen effen zijn, een tegoed vertonen of met een tekort afsluiten.

*3° Rechtspreken ten aanzien van openbare rekenplichtigen en gedelegeerde ordonnateurs*

Bij dagvaarding van een rekenplichtige in wiens rekening een tekort werd vastgesteld, moet het Rekenhof als rechtscollege uitspraak doen over de aansprakelijkheid van de rekenplichtige voor dit tekort, en hem zo nodig veroordelen tot het terugbetalen ervan.

*4° Het vertegenwoordigen van het Rekenhof*

Een raadsheer wordt soms aangewezen door het college om onderzoeken van het Rekenhof toe te lichten bij een wetgevende vergadering. Daarnaast wordt het jaarlijkse federale Boek van het Rekenhof in aanwezigheid van een raadsheer van het Rekenhof besproken in de bevoegde parlementaire commissie.

Een raadsheer wordt soms gevraagd het Rekenhof te vertegenwoordigen op bijeenkomsten, studiedagen of seminaries in binnen- en buitenland waar materies aan bod komen die nauw gelinkt zijn met de eigen controletaken van het Rekenhof of relevant kunnen zijn voor het uitvoeren van deze controletaken. Zo kan een raadsheer worden gevraagd bij deze gelegenheden een voordracht te houden of als waarnemer eraan deel te nemen.

*5° Zetelen in een college van commissarissen*

Een raadsheer kan door het Rekenhof worden aangewezen om deel uit te maken van een college van commissarissen in een autonoom overheidsbedrijf of een naamloze vennootschap van publiek recht. Dit college van commissarissen controleert de financiële toestand, de jaarrekening en de regelmatigheid – vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut – van de verrichtingen die moeten worden opgenomen in de jaarrekening van de vennootschap. Het jaarlijks verslag van dit college bepaalt onder andere of de jaarrekening een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de resultaten van de vennootschap.

*6° Vervanging van de griffiers*

Tijdens de vergaderingen van de kamers en met het oog op de voorbereiding van de aangelegenheden die aan de kamers moeten worden voorgelegd, worden de griffiers ingeval van afwezigheid of verhindering in hun functie vervangen door de laatstbenoemde raadsheer van hun kamer.

*Bezoldiging*

Overeenkomstig artikel 1 van de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof wordt de wedde van raadsheer gelijkgesteld met de wedde van staatsraad.

*Kandidaatstelling*

De kandidaturen, met curriculum vitae, dienen binnen de dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitster van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents prouvant qu'il est satisfait aux conditions de nomination précitées (nationalité, âge et diplôme).

Les candidats dont la candidature aura été jugée recevable, seront entendus en sous-commission "Cour des Comptes" de la commission des Finances et du Budget.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du secrétariat général de la Chambre des représentants, tél. : 02 549 84 21 ou courriel: secretariat.general@lachambre.be.

Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.

Voir:

www.lachambre.be/kvvcr/pdf\_sections/declconf/  
Nominations.pdf.

Bij de kandidaturen dienen de stukken te worden gevoegd die bewijzen dat aan de hogervermelde benoemingsvoorwaarden (nationaliteit, leeftijd en diploma) is voldaan.

De kandidaten van wie de kandidatuur ontvankelijk wordt verklaard, zullen worden uitgenodigd op een hoorzitting in de subcommissie "Rekenhof" van de commissie Financiën en Begroting.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel.: 02 549 84 21, e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be.

De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.

Zie:

www.lachambre.be/kvvcr/pdf\_sections/declconf/  
Nominations.pdf.

## ~~CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS~~

~~[C 2023/40769]~~

### ~~Appel à candidats pour le mandat de membre francophone et de premier et second membres suppléants francophones du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R)~~

~~La Chambre des représentants doit, en application de l'article 30, troisième alinéa, de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace, procéder à la nomination d'un nouveau membre francophone du Comité R.~~

~~Le Comité R se compose de trois membres: un président, un membre francophone et un membre néerlandophone. Pour chacun d'entre eux sont nommés un premier et un second suppléants.~~

~~La Chambre doit donc également nommer un nouveau premier et nouveau second membres suppléants francophones.~~

#### ~~Durée du mandat~~

~~Les membres du Comité R sont nommés pour un terme renouvelable de six ans qui prend cours à partir de leur prestation de serment.~~

~~Le membre dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé, pour la durée restante du mandat, par son premier suppléant et, si celui-ci y renonce, par son second suppléant.~~

#### ~~Missions~~

~~Le contrôle exercé par le Comité R porte en particulier sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes, ainsi que sur la coordination et l'efficacité des services de renseignements. Sa mission précise est définie par les articles 1<sup>er</sup> et 32 et suivants de la loi du 18 juillet 1991.~~

#### ~~Conditions de nomination~~

~~Au moment de leur nomination, les membres et leurs suppléants doivent remplir les conditions suivantes:~~

- ~~1° être Belge;~~
- ~~2° jouir des droits civils et politiques;~~
- ~~3° avoir atteint l'âge de 35 ans;~~
- ~~4° avoir leur domicile en Belgique;~~
- ~~5° être titulaire d'un diplôme de master en droit et faire preuve d'une expérience pertinente d'au moins sept ans dans le domaine du droit pénal ou de la criminologie, du droit public, ou de techniques de gestion, acquise dans des fonctions proches du fonctionnement, des activités et de l'organisation des services de police ou des services de renseignements et de sécurité, de même qu'avoir exercé des fonctions à un niveau de responsabilité élevé;~~

~~6° détenir une habilitation de sécurité du niveau 'très secret' en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (voir ci-après).~~

#### ~~Incompatibilités~~

~~Les membres ne peuvent:~~

- ~~- occuper aucun mandat public conféré par élection;~~
- ~~- exercer d'emploi ou d'activité public ou privé qui pourrait mettre en péril l'indépendance ou la dignité de la fonction;~~
- ~~- être membre, ni du Comité permanent de contrôle des services de police, ni d'un service de police, ni d'un service de renseignements, ni de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, ni d'un autre service d'appui.~~

## ~~WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS~~

~~[C 2023/40769]~~

### ~~Oproep tot kandidaten voor het mandaat van Franstalig lid en van Franstalig eerste en tweede plaatsvervangend lid van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Comité I)~~

~~De Kamer van volksvertegenwoordigers dient, met toepassing van artikel 30, derde lid, van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, over te gaan tot de benoeming van een nieuw Franstalig lid van het Comité I.~~

~~Het Comité I bestaat uit drie leden: een voorzitter, een Franstalig lid en een Nederlandstalig lid. Voor elk van hen worden een eerste en een tweede plaatsvervanger benoemd.~~

~~De Kamer dient dus ook een nieuw Franstalig eerste en een nieuw Franstalig tweede plaatsvervangend lid te benoemen.~~

#### ~~Duur van het mandaat~~

~~De leden van het Comité I worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar die begint te lopen vanaf hun eedaflegging.~~

~~Het lid wiens mandaat een einde neemt vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt voor de resterende duur van het mandaat vervangen door zijn eerste plaatsvervanger, en indien deze daaraan verzaakt, door zijn tweede plaatsvervanger.~~

#### ~~Opdrachten~~

~~Het toezicht uitgeoefend door het Comité I heeft betrekking op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen waarborgen, alsook op de coördinatie en de doelmatigheid van de inlichtingendiensten. De precieze taak is omschreven in artikel 1 en artikel 32 en volgende van de wet van 18 juli 1991.~~

#### ~~Benoemingsvoorwaarden~~

~~Op het moment van hun benoeming dienen de leden en hun plaatsvervangers aan de volgende voorwaarden te voldoen:~~

- ~~1° Belg zijn;~~
- ~~2° beschikken over de burgerlijke en politieke rechten;~~
- ~~3° de volle leeftijd van 35 jaar hebben bereikt;~~
- ~~4° hun woonplaats in België hebben;~~
- ~~5° houder zijn van een diploma van master in de rechten en kunnen aantonen over een relevante ervaring te beschikken van ten minste zeven jaar in het domein van het strafrecht of de criminologie, het publiek recht, of technieken inzake management, verworven in functies die bij de werking, activiteiten en organisatie van de politiediensten of de inlichtingen- en veiligheidsdiensten aanleunen, alsook functies met een hoge graad van verantwoordelijkheid te hebben uitgeoefend;~~

~~6° houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau 'zeer geheim', krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (zie verder).~~

#### ~~Onverenigbaarheden~~

~~De leden mogen:~~

- ~~- geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen;~~
- ~~- geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen;~~
- ~~- geen lid zijn van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten, van een politiedienst of van een inlichtingendienst, van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse of van een andere ondersteunende dienst.~~